

Asbl soutenue par le Service Education permanente de la Communauté française et la Direction Générale de la Coopération au Développement



**LES ENJEUX REGIONAUX  
EN R.D.C. AU LENDEMAIN  
DES ELECTIONS**

**Commission Justice et Paix belge francophone asbl**  
rue Maurice Liétart, 31/6 • B-1150 Bruxelles • Belgique  
tél. 32-(0)2-738.08.01 • fax 32-(0)2-738.08.00  
info@justicepaix.be • www.justicepaix.be

A N A L Y S E 2 0 0 7

**A**vec l'élection de Joseph Kabila et son intronisation, la question de la légitimité au Congo Kinshasa est aujourd'hui résolue. Après 16 ans de transition, le pays est entré dans l'ère de la troisième république, les enjeux sont énormes aux plans national et régional.

Au plan national le **premier enjeu c'est d'avoir un Etat de droit** à gérer avec la bonne gouvernance, le respect des Droits humains, le respect du jeu parlementaire par les différents acteurs politiques, ce qui veut dire pour Joseph Kabila de respecter l'opposition et pour Jean-Pierre Bemba de jouer le jeu d'une opposition démocratique qui refuse de prendre les armes. Peut-être aussi pour une partie de la population, d'accepter un président qu'elle n'a pas spécialement élu.

**Deuxième enjeu est la sécurité**, car si les forces de l'ordre ont bien joué leur rôle pendant le processus électoral, elles restent une des principales sources d'insécurité. Les problèmes de sécurité sont liés aussi aux groupes armés qui restent encore en activité, principalement à l'Est dans le Nord-Kivu.

**Troisième enjeu : la sécurité économique.** La situation socio-économique est catastrophique, une grande majorité de la population lutte quotidiennement pour sa survie. La relance économique est un enjeu prioritaire important pour le pays. Pour ce faire, il faut reconstruire toutes les infrastructures inexistantes aujourd'hui : infrastructures des routes, du chemin de fer, du transport fluvial, des ports..., c'est un chantier titanesque. Cette situation a une grande influence sur l'esprit d'initiative. On peut penser que les gens ne parviennent pas à se prendre en mains, ne désirent pas vraiment s'en sortir, mais devant de tels manques qui résisterait ?

A cela s'ajoutent la **transparence des règles économiques** et le **problème minier**, ce qui suppose notamment la révision de l'accord minier. Joseph Kabila a promis, s'il était élu, de revoir ces accords. Les ressources continuent d'attirer des investisseurs occidentaux et régionaux. Pour terminer je soulignerai **l'éducation**. L'absence d'éducation associée à la misère a, depuis une dizaine d'années, largement favorisé le recrutement d'enfants-soldats avec toutes les conséquences désastreuses que l'on connaît ; là aussi vaste chantier.

## **Mais le principal enjeu aujourd'hui c'est celui de la sécurité régionale**

On sort d'une dizaine d'années de guerre environ qui a impliqué jusqu'à neuf ou dix Etats. Quelle est la position de ces Etats par rapport au Congo ? En premier, ceux que l'on peut considérer comme les anciens alliés des rébellions : l'Ouganda, le Rwanda, et dans une certaine mesure, plus nuancée, le Burundi. Puis les anciens alliés de Kinshasa et enfin les autres Etats de la région que l'on peut considérer comme neutres ou médiateurs.

**Le Rwanda** est à l'initiative de la guerre de 1996-1997 qui a conduit à la chute de Mobutu et à la victoire de Laurent Désiré Kabila. L'enjeu à l'époque était la liquidation des camps de réfugiés à la frontière, et la sécurité de celle-ci. Suite à la séparation de Laurent-Désiré Kabila avec ses anciens paras de l'Est, un an et demi après, le régime de Kigali suscite une nouvelle guerre et renvoie ses troupes au Congo. Même scénario, mêmes prétextes : la présence de rebelles rwandais au Congo, mêmes méthodes. La surprise viendra de l'Angola, du Zimbabwe et de la

Namibie qui décident d'intervenir. De ce fait, le scénario de la guerre est clair, c'est une occupation qui donnera l'opportunité aux troupes rwandaises, également ougandaises et autres, de piller le pays de ses richesses. L'enjeu sécuritaire a servi de prétexte à l'intervention du Rwanda et s'est effacé au profit d'un enjeu économique qui est celui du pillage. Grâce aux rapports des ONG et de la société civile, l'ONU et la communauté internationale vont peu à peu « ouvrir les yeux » sur Kigali et sur sa présence au Congo. D'autres éléments interviendront, notamment la lassitude d'un certain nombre d'Etats, face aux attaques continuelles contre l'Occident. On peut ajouter l'arrivée au pouvoir de Bush, l'échec de la réconciliation actuelle, le durcissement du régime, les différentes affaires qui semblent avoir été montées de toutes pièces, telle celle du Père Guy Theunis, etc.

Quelle est, aujourd'hui, la position du Président Joseph Kabila à l'égard du Rwanda ? La première chose c'est qu'il a une légitimité, ce qui n'est pas tout à fait le cas de Paul Kagame. Des élections locales ont eu lieu récemment au Rwanda, sans partis politiques, puisque comme le dit Paul Kagame lui-même, le pays n'a pas de maturité politique. C'est un contraste énorme avec ce qui s'est passé au Congo. Le financement du processus électoral congolais a été pris en charge par la communauté internationale. Un certain nombre d'Etats ont financé Kigali, mais ces Etats sont-ils favorables à une relance de la guerre, même si Kagame continue d'agiter cet épouvantail, si on ne résout pas le problème des rebelles au Congo ? Problème pris en mains par les forces de l'ordre congolaises et la MONUC.

Quant aux bailleurs de fonds, accepteront-ils qu'une nouvelle guerre soit suscitée par le pays ? Il ne faut pas oublier non plus, les problèmes internes au Rwanda et ses relations difficiles avec le Burundi et l'Ouganda. D'ailleurs P. Kagame comprend très bien que la situation a évolué, que les temps ont changé et que ce n'est vraiment plus le moment de guerroyer en RDC. De plus, il reste très dépendant de l'aide extérieure, cet extérieur n'est peut-être plus aussi inconditionnel qu'avant. Les révélations sur le rôle du FPR (Front patriotique rwandais) dans la guerre entre 1990 et 1994 et les attentats commis avant le génocide, qui ont contribué au chaos en alimentant la haine, prennent de plus en plus de poids. Il y a aussi l'affaire de Thomas Sumanga devant le TPI (Tribunal pénal international), le dossier des relations franco-rwandaises qui ne cessent de se détériorer.... Au vu de tout cela il paraît bien improbable que le Rwanda puisse sérieusement se permettre d'ouvrir un nouveau front, ou alors ce serait une fuite en avant, ce qui pourrait bien signifier le début de la fin pour Kagame. D'autre part en interne, il n'est pas sûr que les gens de son clan le suivraient dans une nouvelle intervention en RDC.

Quand à l'implication de **l'Ouganda** dans les guerres en 1996 –1998, cela s'est passé selon les mêmes bases que pour le Rwanda. Il y avait un enjeu à la fois sécuritaire, politique et économique, celui du pillage qui a été mis en œuvre par les hommes de terrain, lesquels ont vraiment entretenu le chaos dans toute la province orientale particulièrement en Ituri. Quid de l'Ouganda aujourd'hui ? La légitimité internationale du régime ougandais est largement ternie après vingt ans de pouvoir de Yoveri Museweni. Certes, l'image de Museweni est ternie mais, malgré tout, il reçoit une aide internationale importante, indispensable pour l'économie du pays. Cette année il a bénéficié, tout comme le Rwanda, d'une remise de dettes de la part de la banque mondiale et je le vois mal alourdir son bilan auprès de la communauté internationale. Actuellement il est en passe de régler son conflit avec « l'Armée du Seigneur » pour lequel un accord a été trouvé. Il reste bien quelques groupes

rebelles en RDC, mais il a demandé une poursuite sous contrôle de la MONUC. Sur ce point, Kinshasa promet d'expulser tous les rebelles ougandais qu'il pourrait rencontrer.

**Le Burundi** n'était pas un acteur réel du conflit en 1998. Il opérait des incursions parce que l'armée burundaise poursuivait des rebelles burundais au Congo. Actuellement, le Congo n'est pas un enjeu pour lui, il n'y a pas d'intérêts et surtout il n'a pas de moyens pour intervenir sur ce qui s'y passe. L'enjeu est surtout burundais. Ce que l'on observe aujourd'hui, c'est un durcissement du régime, des arrestations arbitraires, des enlèvements. On parle beaucoup de la terreur instaurée par le service de renseignement national. On observe aussi que le conflit traditionnel entre Hutus et Tutsis est un peu mis de côté au profit d'un autre conflit : celui du groupe hutu pour le pouvoir. D'où la question « que pourrait-il se passer au Burundi ? ».

Parmi les grands alliés de Kabila il y a l' **Angola** qui est intervenu en 1996 et 1998. Il s'agissait de lutter contre l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance de l'Angola), donc sécuriser le Bas-Congo. Actuellement il n'y a pas d'enjeu sécuritaire important et on assiste à la persistance du maintien de bonnes relations avec le Congo. Joseph Kabila s'est rendu en Angola entre les deux tours des élections qu'il avait souhaité voir sécurisées par les troupes de l'Angola. Il est à noter que Luanda avait soutenu la candidature du Congo à un siège au Conseil de sécurité. Pour l'heure, le régime angolais est assez stabilisé et il ne serait pas surprenant qu'en cas de difficulté, les troupes Angolaises viennent soutenir Joseph Kabila.

Le **Zimbabwe** est intervenu dans la guerre qui s'est terminée en 2003 pour des enjeux économiques et avantages commerciaux, diplomatiques aussi. Il s'agissait de se positionner par rapport à l'Afrique du Sud. Il est à noter aussi que Joseph Kabila a promis de revoir tous les accords miniers conclus pendant la guerre, ce qui pourrait impliquer le Zimbabwe. Mais il semble difficile qu'il puisse encore peser sur ce qui se passe au Congo avec lequel il n'a pas de frontière commune. Il ne fait pas le poids face à l'Afrique du Sud et il est dans un régime de plus en plus isolé sur les plans international et régional.

La **Namibie** est intervenue à la demande de l'Angola, le **Tchad** est intervenu à la demande de la Libye et du Soudan. Ces pays aujourd'hui ont d'autres soucis et ne sont plus tellement concernés par ce qui se passe au Congo.

Que dire des Etats plus neutres comme le **Congo Brazza** et la **République Centrafricaine**, voisins du Congo. Leur attitude était très fort marquée par la peur de la contagion. Ils ne sont jamais à l'abri d'un coup d'Etat par un camp adverse. Ils sont restés prudents et à l'écart de ce qui se passait. Les milliers de kilomètres de frontières communes font qu'ils sont très attentifs à ce qui se passe car ils ne sont pas à l'abri de servir de base arrière à d'éventuels mouvements de rébellion. Ils ont tendance à éviter ce genre d'alliance et pratiquent une politique de neutralité. On a pu observer à un certain moment de très bonnes relations entre le Président Ange-Félix Patassé en République Centrafricaine et le MLC (Mouvement de libération du Congo) de Jean-Pierre Bemba. Le Président Patassé se servant des troupes du MLC comme force supplétive en République Centrafricaine. Cette alliance n'a pas duré à cause des exactions commises par le MLC et de la perte de pouvoir du Président Patassé. J.-P. Bemba ne peut obtenir un quelconque soutien du côté de la

République Centrafricaine ni du côté du Congo Brazza dans la mesure où les parrains de ces deux pays sont l'Angola et la France qui voient d'un œil bienveillant le régime de Joseph Kabila. Il ne semble pas que les choses puissent bouger de ce côté-là.

La **Tanzanie** et la **Zambie** ont toujours adopté une position de neutralité défensive et active en s'attribuant le statut de faiseurs de paix. L'enjeu pour eux c'est d'éviter au maximum d'avoir des réfugiés des pays voisins qui risqueraient de déstabiliser le pays, et par ailleurs la paix reste le meilleur moyen de faire des affaires dans la région, étant donné que l'économie est largement dépendante des trafics qui peuvent s'opérer.

**L'Afrique du Sud**, très impliquée dans la MONUC, apparaît comme la puissance régionale au Congo. Sa prise de position lorsqu'on discutait l'éventualité du déploiement d'une force européenne sur le terrain, a fait nettement comprendre qu'elle-même pouvait fort bien jouer ce rôle. On sent une volonté manifeste de marquer des points au détriment des Européens sur le plan sécuritaire mais également sur le plan économique.

On peut évoquer la Chine et l'Inde qui sont de plus en plus présentes sur le terrain. On note que le régime de Pékin cherche clairement à se positionner en Afrique centrale. Ce qui l'intéresse ce sont les matières premières dont elle a besoin pour produire, mais on observe son positionnement de plus en plus important sur le marché des armes et les chefs d'Etats africains sont sensibles à sa manière de se situer dans leurs pays.

Le Congo n'est qu'au début de sa renaissance, et beaucoup reste à faire... Nul doute que la population sera très attentive à l'évolution.

Quant aux différents pays que nous avons cités plus haut, il sera très intéressant d'observer leur rôle ou leur positionnement futurs.

\*\*\*\*\*

*Janvier 2007.*

*Benoit Albert, Janette Chambonnière (relais à Justice et Paix)  
et Olivier Lanotte, observateur de Justice et Paix aux élections RDC.*

